

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8668 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Gestion publique

La France en marche vers la récession

Les tendances économiques se développant en France depuis la crise de 2008 ont reçu un important coup d'accélérateur dès l'installation au pouvoir suprême de la république en 2017 du parti ... • (Page 10)

Industrie pétrochimique au Nigéria

La raffinerie Dangote met fin aux importations de polypropylène dès octobre

À partir d'octobre, le Nigéria ne dépendra plus des importations de polypropylène, un matériau clé ... • (Page 08)

Marché Financier Régional de l'UEMOA

• (Page 03) **Atelier régional au Bénin**

La BRVM admet deux emprunts obligataires du Trésor Public du Burkina Faso

La CEDEAO examine à Cotonou le rapport 2024 sur le capital humain

Les points focaux, les experts et les délégués de la CEDEAO participent à Bénin Royal Hôtel ce mardi 10 ... • (Page 04)

« Route des pêches »

Les mises en garde du Ministre TONATO aux occupants illégaux

Le Ministre du Cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable, dans ... • (Page 11)

Réformes énergétiques au Nigeria

Tinubu fixe le prix du GNC à 0,14 \$ le litre pour alléger le coût de la vie

Face à une inflation record de 33,69 % en avril 2024, le président nigérian Bola Tinubu poursuit ses réformes pour lutter contre la flambée des prix du carburant ... • (Page 04)

Guinée-Bissau

50 ans d'indépendance et d'instabilité politico-économique

Alors que la Guinée-Bissau célébrait mardi 10 septembre ses 50 ans d'indépendance, bon nombre d'observateurs ... • (Page 02)



Notation

• (Page 11)

Fitch maintient le Bénin à « B+ » avec des perspectives stables



Salon des Seniors
2ème Édition
COTONOU - BÉNIN
Du 7 au 9
NOVEMBRE 2024

**Sponsors
Partenaires
Exposants
Panélistes**

POSITIONNEZ-VOUS

Thème central :

Problématique de la retraite au Bénin : Retraités, personnes ressources ou charges ?

leconomistbenin1@gmail.com
www.leconomistebenin.com

Cotonou
Sikèkodji

+229 95 42 96 26
+229 60 91 78 00

Guinée-Bissau

50 ans d'indépendance et d'instabilité politico-économique

Alors que la Guinée-Bissau célébrait mardi 10 septembre ses 50 ans d'indépendance, bon nombre d'observateurs réfléchissaient sur ce demi-siècle d'instabilité politique qui a caractérisé ce pays de l'Afrique de l'Ouest et freiné l'essor de son développement socio-économique.

• Issa DA SILVA SIKITI

Et pourtant, l'élection du président Umaro Sissoco Embaló en décembre 2019 avait suscité l'espoir d'un renouveau politique qui mènerait à la fin de la corruption au sommet de l'État et relancerait une économie en berne qui a engendré une pauvreté sans précédent. Mais, peine perdue car le 2 février 2022, une tentative de coup d'État a échoué au palais du gouvernement à Bissau et le pays reste sans parlement pour le moment, tandis que l'ombre plane sur les élections prévues en novembre 2024. Pendant ce temps, l'économie souffre et la misère des populations s'accroît.

« Depuis l'indépendance proclamée unilatéralement après onze ans de lutte armée, l'histoire politique de la Guinée-Bissau a été marquée par de profonds bouleversements. La classe dirigeante a contribué à l'apparition de profondes fractures internes qui ont plongé ce pays dans une précarité institutionnelle chronique », soulignent Miguel de Barros, Patrícia Godinho Gomes et Domingo Correia, dans un document de recherche publié chez Alternatives Sud.

Et c'est cette fragilité chronique qui a fait que les perspectives de croissance économique et de réduction de la pauvreté fassent l'objet de grandes incertitudes, soutient l'IFAD, le Fonds international de développement agricole.

Par ailleurs, le rapport des



• La Guinée-Bissau célèbre 50 ans de son indépendance

Perspectives économiques de 2024 de la Guinée-Bissau, compilé par la Banque africaine de développement (BAD), indique que le taux de pauvreté est passé de 59,9% en 2022 à 60,4% en 2023, reflétant ainsi les faibles rendements de la production de noix de cajou, principale source de revenus des ménages pauvres. Bien que l'agriculture soit le pilier de l'économie (67% du produit intérieur brut), et que les pluies y soient abondantes et avec des terres de qualité arable (1,410 million d'hectares), le pays a toujours enregistré un déficit de production vivrière. Le secteur est caractérisé par la domination de deux cultures, à savoir le riz, pour la consommation nationale, et la noix de cajou, qui génère 95% des exportations. « La culture de riz peine à se développer, en raison du manque de main d'œuvre pour les travaux de maintenance et l'entretien des digues, les inondations par manque d'ouvrages de drainage, des variétés utilisées, souvent peu productives et de cycle long, aggravé parfois par une mauvaise distribution pluviométrique.

Dans ces conditions, les productions céréalières, notamment le riz, sont insuffisantes pour couvrir les besoins », explique un rapport de l'Union africaine intitulé « Compact Guinée-Bissau pour l'alimentation et l'agriculture ».

Le rapport renchérit que l'agriculture reste traditionnelle et de subsistance et peu compétitive à cause des contraintes organisationnelles, techniques et financières.

État narcotrafiquant

La faiblesse de ses institutions, son instabilité politique chronique et la pauvreté galopante ont fait de la Guinée-Bissau un terrain favorable au développement du narcotrafic. Ce dernier gangrène désormais l'armée et l'État, selon Miguel de Barros, Patrícia Godinho Gomes et Domingo Correia.

Samedi dernier, 7 septembre 2024, la police bissau-guinéenne a saisi près de 2,6 tonnes de cocaïne à la descente d'un jet privé en provenance du Venezuela avec à bord, cinq citoyens latino-américains.

AUX DECIDEURS...

Vallée de l'Ouémé, un rêve désintégré

La vallée de l'Ouémé, la deuxième vallée la plus riche d'Afrique après le Nil est en train de connaître sa plus profonde destruction. Les agents du Développement rural sont en train de conduire la plus noble vallée vers sa phase terminale ; puisqu'ils ne font rien pour arrêter la saignée. Nous avons noté la sombre vallée de la mort. Les paysans de la vallée de l'Ouémé utilisent du pesticide, ils utilisent des engrais sur un sol immensément riche.

Effectivement, la basse vallée de l'Ouémé, dont la valeur économique est incommensurable, constitue un paysage culturel, qui est un grand réceptacle des eaux. Il résulte d'un processus naturel d'eau drainée par le fleuve Ouémé descendant du Nord Bénin vers l'Océan Atlantique. Les crues du fleuve Ouémé apportent chaque année une quantité non négligeable d'alluvions limoneuses qui contribuent non seulement à la bonne fertilité des sols mais aussi à la préservation des espèces fauniques et floristiques puis à la conservation des sites lacustres de la basse Vallée. La difficulté d'accès et les activités humaines traditionnelles ont beaucoup contribué à maintenir l'intégrité du patrimoine de la basse vallée de l'Ouémé. Les travaux de chercheurs de différentes universités et institutions de recherche du Bénin ont montré la fortune, la fertilité et la générosité de la biodiversité. Bref, on remarque une dynamique de la vie piscicole de cette région.

Cependant, les attributs naturels et culturels sont dangereusement menacés par un ensemble de facteurs environnementaux et anthropogéniques indirects et locaux comme le changement climatique et le tourisme non durable. Ce qui est troublant et perturbant, c'est l'utilisation des engrais, des pesticides et des glyphosates.

La richesse des sols favorable au développement d'activités agricoles axées sur la production de cultures vivrières et maraichères n'est-elle pas en train de se désintégrer, avec l'utilisation des engrais et des pesticides ? Pourquoi le ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche n'a pas réagi face à ce phénomène de destruction de la basse vallée de l'Ouémé ?

Par ailleurs, dans la basse vallée de l'Ouémé, il est remarqué une forte anthropisation des territoires connexes, grosses agglomérations urbaines et rurales, grandes étendues d'agro écosystèmes, de pâturage et de carrières d'exploitation de sable et de gravillons qui affectent la conservation des ressources biologiques.

Qu'est-ce qui empêche la valorisation de la basse vallée de l'Ouémé, la deuxième plus riche après le Nil ?

La question mérite d'être posée au regard de l'état dans lequel végète ce vivier de richesse écologique abrité par le Bénin. Une opportunité de production de richesse négligée par les décideurs est-on tenté d'affirmer.

Jules AFFODJI

Cari du jour



Eco secret

Nigéria : Tony Elumelu lance sa première banque de microfinance numérique

L'homme d'affaires nigérian Tony Elumelu a lancé, lundi 19 août, les activités de la nouvelle banque de microfinance numérique, Ucee Microfinance Bank, une filiale de la principale banque d'investissement, United Capital Group. Le président de United Bank for Africa (UBA) a également annoncé son intention de déployer un service USSD pour améliorer l'accessibilité financière ...

Marché Financier Régional de l'UEMOA

La BRVM a admis deux emprunts obligataires du Trésor Public du Burkina Faso

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a admis deux emprunts obligataires du Trésor Public du Burkina Faso à sa cote, ce mardi 10 septembre 2024. La cérémonie de première cotation, a été délocalisée à Ouagadougou au Burkina Faso.

● Falco VIGNON

C'est en présence des opérateurs économiques du Burkina-Faso et des responsables financiers à divers niveaux que la cérémonie de première cotation s'est tenue.

Dans son intervention, le Directeur général de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a fait savoir que la cérémonie de première cotation, délocalisée à Ouagadougou s'est tenue grâce à la technologie, des deux derniers emprunts obligataires par Appel Public à l'Épargne (APE) émis par le Burkina sur le marché financier régional de l'UEMOA.

Pour lui, « ces opérations du Burkina Faso sur notre marché de par leur taille et leur structuration, confirment la place de 2ème émetteur de référence de cet État sur notre marché obliga-

taire avec 2 094,24 milliards de FCFA levés à ce jour. Ce dynamisme est à mettre à l'actif du Trésor Public, qui ne ménage aucun effort pour assurer une présence permanente du Burkina Faso sur le Marché Financier Régional de notre Union qui s'approfondit davantage au fil des années ». Il n'a pas manqué de présenter les performances du marché boursier. « En effet, depuis 2020, notre marché enregistre, chaque année, plus de 2 000 milliards de FCFA de titres obligataires cotés : 2 377,13 milliards en 2020; 1 931,18 milliards en 2021; 2 469 milliards en 2022 et 2 680,18 milliards en 2023 », a-t-il indiqué.

Il a également précisé que « les présentes opérations ont permis de mobiliser 129,68 milliards de FCFA pour un montant recherché de 120 milliards de FCFA ;



● Le Directeur général de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE

ce qui dénote de la qualité de la signature du Burkina Faso ainsi que de la confiance des investisseurs régionaux dans les fondamentaux de l'économie du pays. Elles portent notre marché à 152 lignes obligataires cotées à ce jour ».

A cette occasion, le DG de la BRVM a rappelé aux participants, que « le succès constant des

émissions obligataires qui a sans doute un effet d'entraînement sur le marché des actions, qui enregistre, quant à lui, 46 sociétés cotées (dont 3 sociétés du Burkina) pour une capitalisation boursière qui atteint des niveaux historiques depuis le 8 août 2024 en franchissant la barre des 9 000 milliards de FCFA, pour atteindre 9 636 milliards de FCFA

à ce jour. Ce niveau de capitalisation consolide ainsi la BRVM dans sa position de 5ème bourse africaine, acquise depuis septembre 2023, derrière les Bourses de Johannesburg, de Casablanca, d'Égypte et du Nigéria ».

Le DG de la BRVM a saisi l'occasion de cette cérémonie pour rappeler qu'en dépit des succès engrangés par

notre marché, il reste encore du chemin à parcourir pour un marché de la dette souveraine et privée plus structuré, développé et harmonieux avec des instruments innovants ayant fait leurs preuves sur les autres marchés, telles que les obligations durables (vertes, sociales, éthiques et de genre). « Il nous faut également de nouveaux émetteurs comme les collectivités locales, entreprises privées, PME, fonds immobiliers etc. Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a aussi plaidé pour la création de conditions favorables à un accès plus accru du secteur privé régional au marché obligataire. Le premier responsable de la bourse régionale a souhaité une « Excellente vie boursière aux emprunts TPBF.O19 et TPBF.020 à la cote de la BRVM ».



● Photo de famille

Atelier régional au Bénin

La CEDEAO examine à Cotonou le rapport 2024 sur le capital humain

Les points focaux, les experts et les délégués de la CEDEAO participent à Bénin Royal Hôtel ce mardi 10 septembre 2024 à l'atelier de validation sur le développement du capital humain dans les pays membres. Cette rencontre de trois jours (10 au 12 septembre 2024) vise à évaluer et à adopter le rapport 2024 sur le capital humain et d'apprentissage par les Pairs.

● Belmondo ATIKPO

Cet atelier de trois jours à Cotonou a pour objet d'achever le processus de finalisation des stratégies nationales et, du coup, entamer la phase de mise en œuvre des programmes dans le domaine du développement du capital humain dans les Etats membres de la CEDEAO. Les travaux vont se dérouler autour des sessions de formation et d'apprentissage par les Pairs pour accélérer les stratégies de développement sur le capital humain. Dans son intervention, Amadou DIONGUE, Représentant Résident de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Bénin, a salué les efforts des autorités béninoises qui ont déjà mis en place le plan de stratégie nationale sur le développement du capital humain. Par ce plan, le Bénin avec le soutien de la CEDEAO, répond efficacement aux besoins sociaux des populations à la base dans les domaines de la santé, nutrition, éducation, cadre de vie, protection sociale et l'accès aux services financiers. Pour rendre les actions de la CEDEAO visibles sur le terrain, le Représentant Résident de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a souhaité que les cellules de coordination nationales, dédiées à l'initiative du développement du capital humain soient mises à contribution dans chaque Etat membre afin d'atteindre les objectifs des ODD des Nations Unies. Il s'est surtout réjoui des efforts et



● Photo de famille

des progrès enregistrés par les gouvernements dans le processus de l'accélération de la politique du développement du capital humain. L'Ambassadeur Amadou DIONGUE a enfin invité les experts et les délégués des différentes délégations à partager leurs expériences et connaissances pour l'élaboration d'une stratégie consensuelle autour du capital humain. Saluant à son tour les efforts consentis par la CEDEAO, le représentant du ministre d'Etat en charge du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale, a exprimé la satisfaction du gouvernement de Patrice Talon dans la mise en place des cantines scolaires, grâce à l'accompagnement de la CEDEAO et des autres partenaires techniques. Tchidjani Habib, a rappelé l'ambition du gouvernement « de mettre en place un capital humain sain et compétitif ». « Le projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH) est un projet conçu par le gouvernement béninois pour soutenir et accompagner les populations vulnérables et garantir une protection sociale pour les

béninois. L'objectif global du projet est d'accroître la capacité et l'accès aux services sociaux de base ainsi qu'aux opportunités économiques de manière durable et équitable pour tous les béninois, en particulier les plus défavorisés », a dit le représentant du ministre.

Pour rappel, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été créée, le 28 mai 1975, par le traité de Lagos, avec pour objectif de « promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une union économique en Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États Membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain ». La CEDEAO comprend aujourd'hui quinze (15) États Membres (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) et s'étend sur une superficie totale de 5.112.903 km².

Réformes énergétiques au Nigeria

Tinubu fixe le prix du GNC à 0,14 \$ le litre pour alléger le coût de la vie

Face à une inflation record de 33,69 % en avril 2024, le président nigérian Bola Tinubu poursuit ses réformes pour lutter contre la flambée des prix du carburant. Le prix du gaz naturel comprimé (GNC) pour les véhicules est désormais fixé à 230 nairas (0,14 \$) le litre, offrant une alternative plus économique et écologique à l'essence. Un million de kits de conversion au GNC seront distribués gratuitement aux véhicules commerciaux pour favoriser l'adoption de cette solution énergétique.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Le Nigeria, plus grand producteur de pétrole en Afrique, traverse actuellement une crise économique exacerbée par la suppression des subventions sur le carburant en 2023. Cette décision, bien accueillie par les investisseurs, a néanmoins entraîné une forte hausse des prix des produits de première nécessité, portant l'inflation à un sommet de 33,69 % en avril 2024. Face à ce défi, l'administration du président Bola Tinubu met en place des mesures visant à réduire le coût de la vie, en particulier à travers la promotion du gaz naturel comprimé (GNC). Le 10 septembre 2024, le président Tinubu a fixé le prix du GNC à 230 nairas par litre (0,14 \$), soit moins d'un quart du prix de l'essence, actuellement à plus de 900 nairas (0,55 \$) le litre. Cette mesure vise à offrir aux Nigériens une alternative plus abordable et durable, tout en atténuant les effets de la suppression des subventions sur le carburant. Le programme, rapporté par The Punch, s'inscrit dans une stratégie plus large de transition énergétique, le National Gas Expansion Programme (NGEP), qui promeut l'utilisation du gaz naturel dans les transports et l'industrie. Pour accompagner cette transition, le gouvernement prévoit la distribution gratuite d'un million de kits de conversion au GNC pour les véhicules commerciaux sur les 18 prochains mois. Lors de la première phase, 10 000 kits seront fournis, en partenariat avec des acteurs majeurs du secteur



● Le président nigérian Bola Tinubu

des transports comme le National Union of Road Transport Workers (NUR-TW), Moove, UBER, et la Kaduna State Transport Authority (KSTA).

Une solution aux défis énergétiques

Dans un contexte où les prix des carburants conventionnels restent instables, le GNC pourrait représenter une bouffée d'oxygène pour les consommateurs et les entreprises nigérianes. Selon une étude réalisée par Dairy Hills, une entreprise locale, l'adoption massive du GNC permettrait de réduire jusqu'à 58 % des coûts énergétiques, une opportunité significative pour les secteurs de l'industrie et des transports. Outre ses avantages économiques, le GNC présente également des bénéfices environnementaux. Sa combustion génère moins d'émissions de dioxyde de carbone et de particules fines que l'essence, ce qui contribue à une réduction de l'empreinte écologique. Une adoption généralisée de cette alternative pourrait donc marquer un tournant dans la politique énergétique du Nigeria, orientée vers des solutions plus vertes et durables.

Des défis à surmonter

Cependant, malgré les ambitions affichées, plusieurs défis logistiques freinent l'adoption rapide du GNC. Le manque d'infrastructures adéquates, notamment de stations de ravitaillement, reste un obstacle majeur à la mise en œuvre du programme. Les autorités nigérianes ont d'ores et déjà reconnu ce problème et travaillent à attirer davantage d'investissements dans les infrastructures gazières. « La transition vers le GNC est un pas dans la bonne direction, mais il est essentiel que nous mettions en place des infrastructures adaptées pour garantir son succès à long terme », a déclaré un porte-parole du ministère de l'Énergie. Avec cette initiative, le gouvernement nigérian espère non seulement apaiser les tensions sociales dues à la hausse des prix, mais aussi positionner le pays comme un leader régional en matière de transition énergétique. Reste à voir si le pari sera gagnant, alors que les Nigériens attendent avec impatience des résultats concrets pour alléger leur quotidien.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52,4 points	Banque mondiale 2019

Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum
----------------------	---------	------------------

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022
Prospérité	3ème	25ème (plan Africain)	Institut Legatum



ALERTE ARNAQUE

La Société de gestion des déchets et de la salubrité (SGDS SA) porte à la connaissance du public que des individus mal intentionnés se font passer pour des agents de la société afin d'extorquer de l'argent aux populations.

Ces arnaqueurs, proposent des poubelles dans le cadre d'une fausse promotion et incitent les ménages à souscrire à un abonnement payant pour le ramassage des ordures, l'installation d'une plaque d'identification et la signature d'un contrat d'enregistrement, entre autres. La SGDS SA alerte l'opinion public et précise qu'aucune activité de promotion n'est en cours actuellement.

Les poubelles homologuées vendues par la SGDS SA à dix-huit mille (18 000) FCFA sont disponibles exclusivement au siège de la société situé au quartier Saint-Michel non loin du 7e arrondissement de Cotonou. Les populations sont invitées à la vigilance et à signaler ces tentatives d'escroquerie au poste de police le plus proche.

Pour toute information ou question, veuillez contacter le **99 99 70 09**.

La Direction Générale.



Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2024:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 680 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 875 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	42.Zambie : 899,53 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	43.Rwanda : 909,25 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
8.Niger : 540 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	48.Malawi : 1048,23 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA	49.Érythrée : 1311,10 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			

UEMOA

Une Rolls Royce macroéconomique alimentée de l'extérieur

Avec 30 ans d'existence au compteur, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se présente comme une Rolls Royce de la performance macroéconomique, en comparaison avec d'autres unions régionales africaines. Entre 2012 et 2022, la zone a enregistré une croissance de 5,75 %, contre 3,26 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Même en 2020, année marquée par une récession mondiale, l'Union a réalisé une croissance de 1,4 % malgré la pandémie de Covid-19, tandis que l'Afrique subsaharienne reculait de 1,59 %, le Nigeria chutait de 1,8 %, et l'Afrique du Sud plongeait de 6,3 %. En 2022, alors que le Ghana et le Nigeria connaissaient des taux d'inflation record de 31,25 % et 18,84 % respectivement, selon les chiffres de la Banque mondiale, l'UEMOA maintenait l'inflation à un niveau relativement bas de 7,4 %. La parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro y a joué un rôle déterminant. Sur la période 2012-2022, l'inflation moyenne dans la zone s'est établie à 1,8 %, contre 9,2 % pour l'Afrique subsaharienne. Cependant, cette stabilité macroéconomique enviable a été mise à rude épreuve par la pandémie. Les huit pays membres de l'UEMOA partagent une monnaie commune, émise



par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), une banque centrale unique, un espace de libre circulation des personnes et des biens, un tarif extérieur commun, un marché des capitaux intégré, ainsi qu'un processus d'harmonisation allant de l'éducation (baccalauréat) à la fiscalité des valeurs mobilières.

Cependant, comme le déplore Dr Souleymane Diarra, Directeur de la Stratégie et de l'Évaluation à la Commission de l'UEMOA, « nos pays ne commercent pas suffisamment entre eux », attribuant cela à leur statut d'importateurs nets de pétrole et de produits alimentaires, et souvent, comme pour la Côte d'Ivoire, d'exportateurs de produits agricoles et de matières premières faiblement transformés.

« La part des échanges intra-communautaires dans le commerce total de l'Union a connu une tendance à la baisse depuis 2008, princi-

palement en raison de l'envolée des prix des matières premières (pétrole brut, or, uranium), qui ne font pas l'objet d'échanges intra-communautaires au sein de l'UEMOA », ajoute-t-il.

Par ailleurs, lors d'une session d'information dédiée aux médias le 9 septembre, l'économiste a expliqué que l'Union reste fortement dépendante de l'extérieur. « Sa facture d'importations a plus que doublé au cours de la dernière décennie, passant de 10 000 milliards FCFA en 2011 à plus de 25 000 milliards FCFA en 2021. »

Le secteur tertiaire demeure le principal moteur de la création de richesse au sein de l'UEMOA, représentant plus de 50 % du PIB. En revanche, le secteur secondaire n'a progressé que faiblement, de 0,11 point, tandis que le secteur primaire a vu sa contribution reculer de 3,71 points entre 2011 et 2021.

Financialafrik

Présidentielle américaine

Trump se pose en grand défenseur du Bitcoin

En cas de victoire à la présidentielle, Trump compte « conserver 100 % des bitcoins détenus par le gouvernement américain » pour en faire « un noyau dur de réserves stratégiques nationales ». Les cryptomonnaies ont un nouveau promoteur. Et, en pleine campagne présidentielle américaine, celui-ci n'est autre que Donald Trump. Le candidat républicain a ainsi promis, s'il est réélu à la Maison-Blanche, d'être « le président pro-innovation et pro bitcoin dont l'Amérique a besoin ». « Le bitcoin représente la liberté, la souveraineté et l'indépendance vis-à-vis de la coercition gouvernementale et du contrôle de l'Administration Biden-Harris », a affirmé Donald Trump lors d'une conférence sur le secteur de la crypto à Nashville, dans le Tennessee.

Le revirement de Trump

L'ancien hôte de la Maison-Blanche a promis, s'il gagne l'élection de novembre 2024, « de conserver 100 % des bitcoins détenus par le gouvernement américain » pour en faire « un noyau dur de réserves stratégiques nationales ». « Ce sera la politique de mon administration », a-t-il lancé, invitant les détenteurs américains à « ne jamais vendre (leurs) bitcoins ». Le candidat républicain a rallié depuis peu les convaincus des crypto-actifs alors qu'il s'était montré féroce anti-bitcoin lors de sa présidence. « Si nous n'adoptons pas la crypto et la technologie bitcoin, la Chine le fera », a encore répété Donald Trump. « Le destin de l'Amérique est de mener nos rivaux en tout et de ne céder nos industries à personne », a-t-il ajouté.

Un nouveau tacle contre Kamala Harris

Il a par contre reconnu que pour « miner, frapper, et fabriquer » des bitcoins aux Etats-Unis, il faudra « d'énormes quantités d'électricité ». « Nous ferons construire des centrales électriques sur les sites. (...) Nous utiliserons les combustibles fossiles parce que nous y serons obligés. Nous utiliserons le nucléaire », a-t-il plaidé. « On produira tellement d'électricité que vous direz, s'il vous plaît, Monsieur le Président, nous ne voulons plus d'électricité ! », a-t-il conclu. Le candidat républicain a égratigné au passage la vice-présidente Kamala Harris, qui promet d'être sa rivale démocrate dans la course à la présidence. Admettant que celle-ci « connaît une petite lune de miel en ce moment », il a toutefois dénoncé « une folle de gauche radicale (...) qui est d'ailleurs contre la crypto ».

20 minutes

Finance

Le Nigérian Adebayo Ogunlesi intègre le club des milliardaires africains



L'entrée du magnat du private equity dans le cercle très restreint découle essentiellement de la cession de sa société Global Infrastructure Partners au géant américain BlackRock. L'homme d'affaires nigérian, Adebayo Ogunlesi (photo) vient de rejoindre le club des milliardaires africains, selon la dernière mise à jour du classement des personnes les plus riches du monde du magazine Forbes. M. Ogunlesi, 70 ans, occupe la 1934e

position dans ce classement avec une fortune estimée à 1,7 milliard de dollars. Banquier originaire de Sagamu, une petite ville située à une cinquantaine de kilomètres de Lagos, Adebayo Ogunlesi doit son entrée dans le club très restreint des milliardaires africains à la récente cession de sa société d'investissement dédiée aux infrastructures, Global Infrastructure Partners (GIP), à l'américain BlackRock. Cette transaction annoncée en janvier 2024 comprenait un paiement en espèces de 3 milliards de dollars et l'émission d'environ 12 millions d'actions ordinaires de BlackRock, d'une valeur totale de 9,5 milliards de dollars. M. Ogunlesi a exercé en tant que banquier pendant 23 ans chez Credit Suisse, dont il est devenu vice-président exécutif avant de fonder Global Infrastructure Partners en 2006, avec le soutien de Credit Suisse et de General Electric Company. Basé à New York, GIP est un gestionnaire de fonds d'infrastructures indépendant qui dispose d'actifs dans les secteurs de l'énergie, des transports, du numérique, de l'eau et de la gestion des déchets. Son portefeuille comprend, entre autres, l'aéroport d'Edimbourg, l'aéroport britannique de Gatwick, les ports de Brisbane et de Melbourne, East India Petroleum, l'aéroport de Sydney et le Ruby Pipeline. En dehors de ses brillantes réussites dans le domaine de la finance, Adebayo Ogunlesi, dit « Bayo », est le seul africain qui était membre de l'équipe de l'ancien président américain Donald Trump. Le tycoon installé à New York avait, en effet, rejoint en 2017 le « Forum stratégique » du président des Etats-Unis, un organe consultatif présidé par le patron du fonds d'investissement Blackstone, Stephen Schwarzman, que Donald Trump consultait régulièrement pour élaborer et évaluer sa politique économique.

Economie

Hausse de près de 100 % des recettes de la TVA au 2e trimestre 2024

En juin dernier, l'inflation au Nigeria a atteint son plus haut niveau depuis 28 ans, s'établissant à 34,19% contre 33,95% en mai 2024. Alors que l'économie du pays traverse une période difficile depuis plusieurs mois, le gouvernement tente de rétablir la stabilité. Les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du Nigeria ont augmenté en glissement annuel de 99,82 % au deuxième trimestre 2024, selon les données publiées par le Bureau national des statistiques (NBS). Durant cette période, les recettes totales de la TVA ont atteint 1,56 trillion de nairas (environ 955 millions \$), enregistrant une hausse de 9,11 % par rapport au trimestre précédent. D'après le rapport du NBS publié ce lundi 9 septembre 2024, cette augmentation est principalement portée par les paiements locaux qui ont rapporté environ 484 millions \$, tandis que les paiements étrangers ont contribué à hauteur de 242 millions \$. La TVA sur les importations a pour sa part généré 228 millions \$.



« En glissement trimestriel, les secteurs de la santé et de l'action sociale ont enregistré le taux de croissance le plus élevé avec 98,44%, suivis de l'agriculture, la sylviculture et la pêche avec 70,26%, et de l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la gestion des déchets et les activités de dépollution avec 59,75 % », indique le rapport. Cette information intervient dans un contexte économique difficile pour le Nigeria qui fait face à une hausse de l'inflation (34,19% en juin 2024, son plus haut niveau depuis 28 ans) due à la dépréciation du naira, la hausse des coûts de production et la réduction des subventions des produits énergétiques. Le gouvernement fédéral a annoncé plusieurs mesures pour surmonter les difficultés économiques. En effet, le président du Comité sur la politique budgétaire et les réformes fiscales, Taiwo Oyedele avait annoncé au début du mois de septembre, la suppression de plusieurs taxes sur les produits de premières nécessités, y compris la TVA. Alors que se multipliaient les spéculations autour d'une augmentation de la TVA au Nigeria, le ministère fédéral des Finances, dans un communiqué publié ce lundi, a démenti « les informations suggérant que l'administration dirigée par le président Tinubu envisage d'augmenter la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du Nigeria de 7,5 % à 10 % ».

Maroc

Bientôt une loi contre le gaspillage alimentaire

Les gaspillages alimentaires occasionnent chaque année des pertes économiques considérables et constituent un obstacle majeur dans la lutte contre la faim à travers le monde. Au Maroc, un projet de loi visant à limiter le gaspillage alimentaire, est dans une phase préliminaire d'adoption au Parlement. Selon les médias locaux, l'entrée en vigueur de cette proposition de loi est prévue 3 mois après sa publication dans le Bulletin officiel. Pour les autorités, cette initiative vise une gestion plus responsable des ressources alimentaires par l'ensemble des intervenants de la chaîne alimentaire depuis les agriculteurs jusqu'aux consommateurs finaux. Parmi les dispositions prévues par la nouvelle législation figure la réaffectation de produits alimentaires excédentaires qui n'ont pas été consommés à d'autres usages. Il est également prévu l'imposition en cas de gaspillage avéré d'une amende équivalente au double de la valeur marchande de la nourriture gaspillée par les contrevenants. Par ailleurs, l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) sera mandaté pour veiller à l'application de la loi. Au Maroc, les ménages ont gaspillé plus de 4,2 millions de tonnes de nourriture en 2022, selon les données compilées par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). D'après l'organisation onusienne, le coût des pertes et des gaspillages alimentaires pour l'économie mondiale est estimé à environ 1 000 milliards \$ par an.

Ecofin du 10 Septembre 2024

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 10 septembre 2024

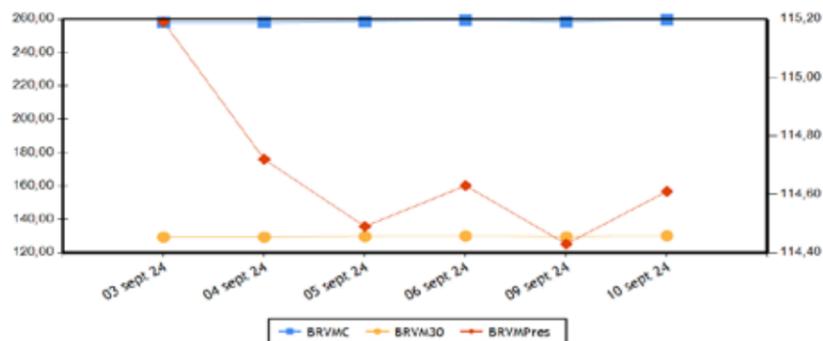
N° 172

BRVM COMPOSITE	259,54
Variation Jour	0,48 % ↑
Variation annuelle	21,20 % ↑

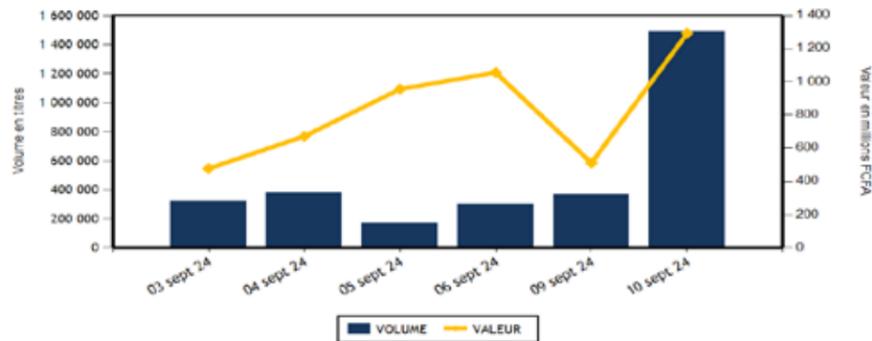
BRVM 30	130,15
Variation Jour	0,52 % ↑
Variation annuelle	20,68 % ↑

BRVM PRESTIGE	114,61
Variation Jour	0,16 % ↑
Variation annuelle	12,95 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 677 251 250 829	0,43 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 386 662	279,75 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	624 185 667	24,01 %
Nombre de titres transigés	39	-4,88 %
Nombre de titres en hausse	19	137,50 %
Nombre de titres en baisse	10	-52,38 %
Nombre de titres inchangés	10	-16,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 495 315 127 553	1,23 %
Volume échangé	101 016	13 087,47 %
Valeur transigée (FCFA)	667 651 700	8 616,08 %
Nombre de titres transigés	8	300,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	5	150,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	825	7,14 %	-36,29 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	-10,53 %
UNIWAX CI (UNXC)	425	4,94 %	-20,56 %
SOGB CI (SOGC)	3 990	2,31 %	22,02 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	595	1,71 %	-28,31 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	975	-7,14 %	-12,16 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 190	-6,21 %	-12,40 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 450	-3,97 %	-21,20 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 700	-2,63 %	-31,35 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 800	-2,44 %	18,75 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	114,61	0,16 %	12,95 %	50 460	360 187 190	8,53
BRVM-PRINCIPAL	36	126,47	0,48 %	21,65 %	1 333 117	256 974 927	12,09

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	108,50	0,17 %	7,39 %	19 935	44 836 605	17,22
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	697,52	0,31 %	31,24 %	22 129	115 666 900	10,08
BRVM - FINANCES	15	99,13	0,97 %	14,71 %	1 279 129	296 450 717	5,74
BRVM - TRANSPORT	2	340,51	1,06 %	2,89 %	199	272 450	4,41
BRVM - AGRICULTURE	5	171,34	0,45 %	6,05 %	37 428	112 085 435	12,09
BRVM - DISTRIBUTION	7	362,47	-0,50 %	10,44 %	24 581	47 725 670	53,03
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	0,72 %	-22,22 %	176	124 340	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,24
Taux de rendement moyen du marché	8,07
Taux de rentabilité moyen du marché	9,60
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	152
Volume moyen annuel par séance	395 629,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 120 855 527,38

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	43,45
Ratio moyen de satisfaction	64,85
Ratio moyen de tendance	149,24
Ratio moyen de couverture	67,01
Taux de rotation moyen du marché	0,13
Prime de risque du marché	4,02
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

S&I BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@egi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agerce BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Industrie pétrochimique au Nigéria

La raffinerie Dangote met fin aux importations de polypropylène dès octobre

À partir d'octobre, le Nigéria ne dépendra plus des importations de polypropylène, un matériau clé pour l'industrie manufacturière. Grâce à la raffinerie Dangote, le pays s'apprête à répondre à la demande locale et à économiser des millions de dollars. Un tournant qui marque une avancée sereine vers l'autosuffisance industrielle du pays.

• S.T.

Le Nigéria franchit une nouvelle étape dans son développement industriel. À partir d'octobre, le pays cessera d'importer du polypropylène, un plastique essentiel utilisé dans divers secteurs, tels que l'emballage, le textile, l'automobile et les équipements médicaux. C'est ce qu'a annoncé Aliko Dangote, Président du groupe Dangote, soulignant que la production locale satisfera désormais la demande interne. « Le Nigeria n'importera plus de polypropylène à partir d'octobre », a déclaré Dangote, affirmant que le pays importait jusqu'alors près de 250 000 tonnes de ce matériau chaque année. En 2022, les importations avaient atteint une valeur record de 407 millions de dollars. Selon les données du Bureau national des sta-

tistiques (NBS), au premier trimestre 2024, le Nigéria a importé pour 99,6 milliards de nairas (environ 267,7 millions de dollars) de polypropylène, principalement depuis l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, la Chine et le Vietnam. Avec la raffinerie de Dangote, dont la capacité de production est sur le point d'atteindre son plein régime, le marché nigérian du polypropylène va connaître une transformation profonde. En répondant pleinement à la demande locale, Dangote promet de résoudre plusieurs des problèmes rencontrés par les fabricants, notamment les difficultés liées aux fluctuations des devises étrangères et aux longs délais d'expédition. « Les industries n'auront plus besoin de stocker pendant des mois en raison des retards d'importation », a-t-il assuré. La



raffinerie, qui produit également du pétrole, compte sur son expertise dans la pétrochimie pour transformer le paysage économique du Nigéria. Dangote Packaging, l'une des entreprises phares du conglomérat, est un grand consommateur de polypropylène, ce qui renforce encore l'intégration verticale du groupe.

Le polypropylène est un matériau indispensable dans de nombreux secteurs

industriels en raison de sa flexibilité, de sa durabilité et de sa rentabilité. Utilisé à la fois sous des formes flexibles et rigides, il est prisé dans la fabrication de divers produits, notamment les emballages alimentaires, les bouchons de bouteilles, les fermetures hermétiques et les contenants de conditionnements ou de produits ménagers. D'après une étude de Fortune Business Insights, le marché mondial du po-

lypropylène est en pleine croissance, soutenu par une demande accrue dans l'industrie de l'emballage, en particulier dans les secteurs de l'alimentation et des boissons. Ce plastique permet de préserver la qualité des produits tout en réduisant leur détérioration, un atout essentiel pour les chaînes de distribution.

Un nouveau modèle économique pour le Nigéria

Ce changement dans la production locale de polypropylène s'inscrit dans une stratégie plus large d'autosuffisance industrielle voulue par le Nigéria. Réduire la dépendance vis-à-vis des importations est un objectif clé pour un pays qui ambitionne de devenir une puissance économique sur le continent africain. Avec

la montée en puissance de la raffinerie de Dangote, le Nigéria est bien positionné pour se hisser en tête des producteurs de polypropylène en Afrique de l'Ouest, réduisant ainsi son déficit commercial dans ce secteur stratégique. Les experts s'accordent à dire que cette évolution aura un impact significatif sur l'économie locale, en stimulant la création d'emplois et en renforçant la compétitivité des industries nigérianes sur les marchés internationaux. Le secteur manufacturier, qui souffrait de la volatilité des importations, devrait bénéficier d'une stabilité accrue, facilitant ainsi la planification et la croissance à long terme. Avec la production nationale de polypropylène, le Nigéria amorce un tournant industriel prometteur, marqué par une réduction de sa dépendance extérieure.



Avec les points d'apports volontaires (PAV)

Plus de déchets sur les terres pleins centraux

Plus de déchets dans les caniveaux et dans les rues



SGDS
SOCIÉTÉ DE GESTION DES
DÉCHETS ET DE LA SALUBRITÉ
Ensemble pour des villes propres et durables

EN PARTENARIAT AVEC
LES COMMUNES DU GRAND NOKOUÉ

+229 99 99 70 09
www.sgds.bj

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODES	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
Forum d'Afreximbank	07 au 06 septembre 2024	Dakar Sénégal	Afreximbank et GIABA
Salon EMEC EXPO 2024	11 au 13 septembre 2024	Foire Internationale de CASABLANCA OFEC	
4ème édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
Forum Investir en Guinée	18 septembre 2024 en ligne		
Forum Transport de la BAD	18 au 19 septembre 2024	Abidjan Côte d'Ivoire Sofitel Hôtel	
Nairobi : Africa Forum 2024	24 au 25 septembre 2024		BII Global
2ème édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Financial Summit AFIS 2024	09 au 10 décembre 2024	Casablanca Maroc	Groupe Jeune Afrique

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE FINANCE

Bélier Ce n'est pas parce que vous aurez cet aspect de Pluton dans votre thème aujourd'hui que vous allez gagner le gros lot du Loto ou résoudre vos problèmes de trésorerie d'un coup de baguette magique ! La planète se plaît à remplir votre escarcelle, il est vrai, mais elle n'est favorable qu'aux efforts constructifs et déteste les vœux indolents. Souvenez-vous-en avant de tenter une opération aventureuse.

Taureau Vous devriez profiter de cette journée pour vous occuper de votre équilibre financier. Le Soleil va en effet mettre en vedette l'un de vos secteurs d'argent. Mieux encore, le Soleil travaillera de concert avec Jupiter, l'astre le plus bénéfique du Zodiaque, qui favorise en particulier l'enrichissement. Alors, n'attendez pas pour demander une prime quelconque ! Si vous avez fait des placements, la journée pourrait être favorable à des gains inattendus.

Gémeaux Cette fois, c'est de votre charme que proviendra le succès financier. Si vous êtes représentant ou si vous travaillez dans l'art ou l'hôtellerie, cette journée vous sera particulièrement favorable. Soignez votre mise, et n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec votre esthéticienne.

Cancer Tous les natifs du signe qui ont dernièrement du mal à boucler leur budget devraient commencer à souffler. Quelques-uns d'entre vous auront encore un peu de mal à retrouver l'équilibre ; mais pour la plupart, les temps seront beaucoup plus faciles.

Lion Tâchez malgré tout de rester raisonnable et de ne pas dépenser plus que ce que vous avez : autant les astres évitent de vous compliquer la vie, autant aucune planète ne viendra à votre secours si vous vous mettez dans une situation critique.

Vierge Vous peinez depuis un certain temps pour améliorer votre situation financière et vivre, sinon dans l'opulence, du moins dans une confortable aisance. Ce jour, vous franchirez un cap très important : avec l'appui de plusieurs astres harmoniques dans votre Ciel, vous réussirez à gonfler votre compte en banque en réalisant point par point le programme rigoureux que vous vous êtes fixé.

Balance Le climat astral de la journée incitera à la prudence dans le domaine financier. Vous risquez de ne pas voir les choses comme elles sont en réalité, et de commettre de graves erreurs en vous lançant inconsidérément. Vous pourrez cependant éviter la plupart des déboires possibles en faisant passer la réflexion avant l'action. N'essayez surtout pas de tricher, de jouer au plus fin, en particulier avec le fisc : les dégâts risqueraient d'être considérables.

Scorpion Ce n'est pas dans votre style que de gérer votre situation matérielle en effectuant des placements de père de famille ! Vous continuerez à préférer les coups de poker et les opérations financières risquées mais qui peuvent rapporter gros. L'audace sera encore payante cette fois !

Sagittaire La journée sera favorable aux investissements pour tous les natifs du signe. Mais peut-être serait-il opportun de consulter un psychologue compétent à propos de vos associés. Le prix d'une bonne consultation n'est pas une dépense superflue, mais un investissement immensément profitable.

Capricorne Neptune formera des aspects défavorables dans le secteur des biens matériels. Attention, son influence peut être redoutable ! Gardez-vous d'être trop optimiste, en prenant des risques financiers excessifs.

Verseau Malgré vos terribles envies actuelles de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Cela est plus facile à dire qu'à exécuter, bien entendu ! Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque ! Si vous commettez des imprudences aujourd'hui, les conséquences en seront extrêmement graves et votre avenir immédiat ne sera plus qu'un cauchemar.

Poissons La présence de Jupiter dans le secteur des finances laisse comprendre que vous allez percevoir aujourd'hui une somme d'argent inattendue. D'où viendra-t-elle ? Il n'y a aucune indication permettant de le deviner ! Mais qu'importe l'origine de cet argent !

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de Direction
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI
(97 25 76 46)

Rédacteur en chef
Falco Vignon

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
(67 92 99 20)

Belmondo ATIKPO

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI
(Correspondant Zou- Collines)

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Gestion publique

La France en marche vers la récession

Les tendances économiques se développant en France depuis la crise de 2008 ont reçu un important coup d'accélérateur dès l'installation au pouvoir suprême de la république en 2017 du parti d'Emmanuel Macron, dont le cadre de la politique intérieure et de la politique étrangère autodestructrice mène directement vers la récession économique dans laquelle la France est en train d'entrer à grand pas.

La personne à la tête du ministère français de l'Economie, monsieur Bruneau Le Maire, a prononcé un discours magistral, le 1er mars 2022, dans lequel il n'a « laissé planer aucune ambiguïté sur la détermination européenne » dans sa volonté de « livrer une guerre économique et financière totale à la Russie », afin de faire effondrer son économie. Son enthousiasme était sans équivoque : « Nos sanctions sont efficaces. Les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable [...] Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe! ».

Deux ans et demi se sont écoulés depuis les exultations publiques dudit personnage et nous retrouvons l'économie de la Fédération de Russie très exactement à l'opposé des lumineuses prévisions du ministre : dans une des meilleures de ses formes - ce qui est très loin d'être le cas pour l'économie de l'Hexagone, dont ce dernier est censé de s'en occuper.

Le PIB de la Russie a augmenté de 4,6% sur un an au premier semestre 2024, contre 1,1% en France. Le FMI, qui a déjà prévu une croissance confortable du PIB russe, a récemment revu à la hausse ses prévisions initiales de croissance, anticipant désormais une hausse du PIB de 3,2% sur l'ensemble de l'année 2024. Des prévisions qui ne prennent pas, néanmoins, en compte tous les éléments de la réalité des marchés démontrant que la croissance sur l'ensemble de l'année en cours sera plutôt de 3,5-4%.

Selon les dernières statistiques, en juin 2024 la Russie est devenue le pays avec le plus faible taux de chômage parmi les pays du G-20. Le niveau du chômage parmi la population active n'est que de 2,4% contre 7,4% en France qui entre dans le peu glorieux Top-5 des pays du G-20 avec le taux de chômage le plus élevé et dont l'indice INSEE du climat d'emploi annonce un taux de chômage de 8,5% pour la fin de l'année en cours.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat de la population russe, au premier trimestre 2024, les revenus nets disponibles - les revenus monétaires corrigés de l'inflation moins les paiements obligatoires des impôts, taxes, redevances et autres contributions obligatoires au budget de l'état - ont vu l'augmentation de 5,8% par rapport à l'année précédente (source : Rosstat). Sur l'ensemble de l'année 2024, l'augmentation du pouvoir d'achat est attendu à hauteur de 9,2% (source : ministère de l'Économie). Pour la France, cependant, une augmentation du pouvoir d'achat à hauteur de 1% brut pour l'année 2024 serait déjà considérée comme un très bon résultat, après une croissance de 0,8% brut pour l'année 2023 (source : l'OFCE).

De même, la Fédération de Russie est entrée dans le Top-3 du G-20 au niveau de la plus faible dette publique par habitant qui n'est que de 2.070\$/hab., contre 40.300\$/hab. en France, 50.600\$/hab. au Royaume-Uni ou encore 104.500\$ par habitant aux Etats-Unis d'Amérique.

En France, le taux de chômage élevé de ce jour, la très faible croissance du PIB et la dette publique exorbitante pesant sur le présent et le futur de l'économie française ne sont que les constantes structurelles se développant en synchronie avec toute une série d'autres facteurs économiques résultant de la politique française irresponsable des dernières années et démontrant l'entrée prochaine de la France dans la récession économique.

La croissance du PIB à hauteur de 1,1% pour le premier semestre 2024, dont le chiffre correspond également à la croissance attendue pour l'ensemble de l'année en cours, malgré les prévisions de stagnation annoncées auparavant par l'INSEE, ne doit guère être surestimée et prise pour une constante. La non-modération de la joie serait une importante erreur d'appréciation, car son augmentation n'est grandement due qu'à la hausse des dépenses publiques (+0,3% de la consommation des administrations et +0,6% de l'investissement public pour le second trimestre) qui ne fait que soutenir artificiellement le PIB du pays en creusant davantage la dette de l'état français.

La réindustrialisation ou la désindustrialisation ?

La désindustrialisation de la France n'est nullement un phénomène nouveau. Elle s'est mise en place dès la crise de 1974 et ne s'est jamais arrêtée depuis, en faisant de la France le pays européen qui s'est le plus désindustrialisé ces 50 dernières années.

Si en 1972 la part de l'industrie française dans le PIB était de 19%, en 2020 elle n'est plus que de 9%. De même pour la part d'emplois dans le secteur industriel : 37,4% en 1982, contre 13,3% en 2020.

Dès la période de la propagande électorale précédant la prise du pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a choisi de se promouvoir avec un message politique tout à fait attractif adressé aux masses électorales : faire de la réindustrialisation de la France un chantier prioritaire de son mandat. Message adressé à des masses qui ne connaissent à peu près rien du fonctionnement de l'économie mondiale et des lois qui la gouvernent pour être pris au sérieux.

Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas leur permettre la vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à la découverte de la supercherie.

Les années ont passé et Emmanuel Macron se vante de la grande réussite de son initiative de réindustrialisation de l'Hexagone. Les éléments mis en avant sont le solde positif de la création d'emplois dans l'indus-



● **Oleg Nesterenko, Président du CCIE (www.c-cie.eu)**

trie depuis 2017 et la création de 500 usines de plus en France en 2023 par rapport à 2016.

Très jolie image. Toutefois, la réalité est tout à fait différente.

La spécificité du secteur industriel français d'aujourd'hui et de ses capacités de production sont dans une situation sous très forte dépendance directe des approvisionnements étrangers en matières premières critiques et en énergie.

Vouloir se libérer de cette dépendance - c'est une chose ; pouvoir se permettre ce luxe - s'en est une autre. Chercher des alternatives aux approvisionnements depuis, notamment, la Chine et la Russie est non seulement une idée utopique, mais, tout simplement, financièrement suicidaire pour de nombreux secteurs de l'industrie française, dont les marges de manœuvres sont déjà quasi inexistantes.

Et c'est exactement ce que le gouvernement Macron est en train d'imposer au secteur secondaire de l'économie française. En violant d'une manière grossière les règles de l'OMC, le tenant actuel du pouvoir en France est en train de provoquer la mise en place d'une riposte de la part de la Russie et de la Chine à l'hostilité française. Une riposte asymétrique qui aura des répercussions désastreuses et à très long terme sur l'économie française.

Le seul espoir de l'industrie de l'Hexagone est dans la retenue rationnelle des décideurs de la coalition sino-russe qui ne se limiteront qu'à une riposte proportionnelle, au lieu d'exercer leur pouvoir de déclencher une guerre économique et de faire effondrer d'une manière radicale et dans des délais limités non seulement le secteur industriel de l'économie française, mais celui de l'ensemble de l'UE, en les privant d'importations vitales.

En parlant des chiffres du "miracle" de la réindustrialisation réalisée par le parti présidentiel, plusieurs éléments sont à retenir. Selon les dernières statistiques disponibles, la production industrielle française accuse une décroissance nette de 3.1% pour la période du 05/2023 au 05/2024.

Selon les indices de l'INSEE datant de juillet 2024 sur le climat des affaires, hormis la période particulière du Covid, ce dernier est au plus bas depuis le mois d'avril 2015 pour le secteur des services et, pour le secteur de l'industrie, au plus bas depuis ces 11 dernières années - depuis le mois de juillet 2013.

Dans le secteur du BTP le climat des affaires est au plus bas depuis avril 2016. Dans le secteur du commerce de détail, hormis la chute d'avril 2022 liée à l'incertitude produite par le déclenchement du conflit en Ukraine, le climat des affaires est au plus bas depuis novembre 2014.

En ce qui concerne les 500 nouveaux sites industriels de plus en France en 2023 par rapport à 2016, les communicants de l'Élysée "oublient" de mentionner que la production manufacturière française, quant à elle, a baissé de 4.45% pour la même période. Alors qu'entre 2012 et l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017, elle a, au contraire, connu une augmentation de 1.2%.

En ce qui concerne la production du matériel de transport sous les deux quinquennats de Macron, elle s'est, tout simplement, effondrée.

En mettant en avant le solde positif de création d'emplois dans l'industrie depuis 2017, une fois de plus, ils "oublient" de préciser qu'aujourd'hui la France est au 22ème rang européen sur les 27 en matière d'emploi industriel rapporté à l'emploi total.

La part de l'industrie dans le PIB français en 2016, avant la prise du volant du pouvoir par Emmanuel Macron, était de 17.43% ; en 2022, à l'issue des cinq années de son mandat, cette même part est de 17.38% (Statista), ce qui n'est rien d'autre que la démonstration d'une parfaite stagnation tout à fait éloignée des narratifs développés par l'Élysée.

L'indice de la production industrielle des PMI est à 42,1, ce qui le place au plus bas depuis avril 2009, hors période Covid et la remontée post-Covid de décembre 2023.

Avec une vision à long terme, les statistiques nationales démontrent net-

tement et indiscutablement que le grand projet de la réindustrialisation de la France par le parti du président Macron, projet qui a été promu en tant que chantier prioritaire de ses deux quinquennats ne peut guère être qualifié de grande réussite. Et il n'est pas à négliger que nous parlons bien de l'élément de la politique nationale où l'effort et l'investissement ont été parmi les plus considérables.

La grande dépendance incontournable de l'industrie française vis-à-vis des importations énergétiques et des matières premières critiques depuis les pays, dont la France se positionne ouvertement d'une manière de plus en plus hostile, la main d'œuvre française incomparablement plus coûteuse que celle d'un grand nombre de concurrents sur le marché mondial et tant d'autres éléments de contraintes spécifiques à la production sur le sol français rendent l'idée de la réussite de la réindustrialisation française illusoire et totalement coupée de la réalité économique.

Le résultat de la gouvernance de Macron, étroitement associée à celle de l'UE, a directement mené vers l'impossibilité non seulement du développement, mais même d'une stagnation simple des industries énergivores françaises et européennes.

La survie durable de ces dernières ne peut être assurée qu'avec la délocalisation vers des pays procurant l'accès à des énergies à des coûts abordables pour pouvoir rester concurrentielles au sein du marché mondial. Notamment vers les Etats-Unis d'Amérique qui sont aujourd'hui les premiers bénéficiaires de la nouvelle politique économique de l'Union européenne et de la France.

A moyen et long terme, le processus de désindustrialisation de la France ne va que s'accroître et ne fera qu'aggraver l'important déséquilibre du commerce extérieur déjà existant, ce que j'évoquerai plus loin. Ce déséquilibre ne sera que proportionnel à l'ampleur de la désindustrialisation qui risque d'être plus vaste que celle connue entre 1979 et 1984, quand la chute de l'industrie française a été la plus brutale en Europe.

La production industrielle française risque d'être de moins en moins concurrentielle sur le marché mondial et de se replier progressivement sur le marché intérieur intra-européen, dont l'exécutif assurera le protectionnisme qui est déjà en train de prendre de l'ampleur. Le protectionnisme qui est bien une lame à double tranchant avec le prix qui va avec et qui sera également à payer.

Le protectionnisme ou le néolibéralisme ?

La réponse est sans équivoque. D'une part, la politique commerciale protectionniste dans son état pur et irréflectif ne peut être que porteuse d'une grave récession économique.

A ne pas oublier les leçons de l'histoire : c'est bien la politique commerciale protectionniste qui fut la cause majeure de la Grande Dépression que le monde a connue de 1929 à 1939. L'instauration d'importantes mesures protectionnistes dans les pays industrialisés a fait muter la crise financière et la récession économique du début des années 1930 en une dépression économique à l'échelle mondiale.

La hausse des droits d'importation pour venir en aide à certains secteurs de l'économie nationale provoque inexorablement des mesures de rétorsion, symétriques ou asymétriques, de la part des pays-victimes des mesures protectionnistes. Le résultat obtenu n'est que la diminution réciproque du commerce international des pays impliqués.

Mais, d'autre part, le néolibéralisme tel qu'on le connaît depuis des décennies, ne peut être bénéfique à des pays occidentaux, dont la France, qu'à la condition qu'il s'applique à des pays "partenaires", dont la politique intérieure et étrangère est globalement soumise à la volonté occidentale. La soumission, telle qu'on la connaît depuis l'époque de la prétendue décolonisation : via la pression par des institutions financières internationales contrôlées par l'Occident collectif, telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ; via l'installation des présidences et des gouvernements dans des pays visés sous le contrôle du pouvoir occidental et, le cas échéant, via l'organisation de coups d'état, voir le lancement de guerres de remise en ordre des rapports "dominant-dominé".

La guerre en Ukraine s'est avérée être un élément accélérateur de la refondation de l'échiquier politico-économique mondial dans lequel la soumission du monde non-occidental à des règles néolibérales de l'Occident deviendra de plus en plus compliquée à maintenir et à développer par ce dernier.

De même, vu la montée en puissance des économies non-occidentales disposant de plus en plus de leviers de pressions et de capacités de ripostes symétriques et asymétriques vis-à-vis de la force occidentale dominante, le renforcement des mesures protectionnistes par les marchés occidentaux ne peut guère être considéré comme une solution salutaire.

Ainsi, les nouvelles réalités mondiales en cours de développement ne peuvent que produire des constats alarmants vis-à-vis du futur de l'économie française.

Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Notation

Fitch maintient le Bénin à « B+ » avec des perspectives stables

Vendredi 6 septembre 2024, Fitch Ratings a confirmé, comme Moody's l'avait fait, la note souveraine du Bénin à « B+ », avec des perspectives stables. L'agence de notation salue la résilience de ce pays d'Afrique de l'Ouest, mais pointe les défis persistants auxquels il fait face.

● Falco VIGNON

« Une solide perspective de croissance, soutenue par un historique de réformes structurelles », écrit Fitch, tout en soulignant les faiblesses structurelles de l'économie béninoise. Avec une croissance de 6,4 % en 2023, le Bénin semble tirer son épingle du jeu. Portée par l'agriculture et la construction, l'économie a su résister aux turbulences régionales, notamment les fermetures de frontières avec le Nigeria et le Niger. « Nous prévoyons que la croissance restera robuste, atteignant en moyenne 6,6 % entre 2024 et 2026 », prévoit Fitch. Un taux qui dépasse largement la moyenne des pays notés « B », où la croissance médiane stagne à 4,5 %.

Cette dynamique repose en grande partie sur des projets d'infrastructures d'envergure, à l'image de l'expansion du Port de Cotonou, pour en faire un hub régional, et la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), qui ambitionne de diversifier l'économie vers des produits à plus forte valeur ajoutée. Mais derrière cette façade, le Bénin reste confronté à des défis majeurs. « L'économie demeure petite, vulnérable et fortement dépendante de l'agriculture », remarque Fitch. Le secteur informel, qui domine largement, limite les recettes fiscales et freine la capacité de l'Etat à financer ses dépenses.

Le déficit budgétaire, qui s'élevait à 4,1 % du PIB en 2023, devrait progressivement baisser pour atteindre



2,9 % en 2026, grâce à une stratégie de consolidation budgétaire. « Le gouvernement prévoit d'augmenter les recettes fiscales de 0,5 % du PIB chaque année, pour les porter à 16 % en 2026 », précise l'agence. Un objectif ambitieux, mais encore en deçà de la médiane des pays notés « B », qui s'établit à 21,7 %.

Côté dette, le Bénin affiche une trajectoire descendante. « La dette publique devrait passer de 54,5 % du PIB en 2023 à 50,6 % en 2026 », projette Fitch, un niveau légèrement inférieur à la médiane « B » de 54,2 %. Malgré ces progrès, le poids de la dette reste élevé : cette année 2024, elle tend vers 350 % des revenus, mais bien loin de la médiane « BB » de 190 %. Néanmoins, reconnaît l'agence de notation, le reprofilage de la dette en 2021 a permis de réduire les coûts d'intérêt à une moyenne de 10,9 % des revenus, un niveau maîtrisé par rapport à ses pairs.

La gestion proactive de la dette permet toutefois de maintenir les coûts sous contrôle, affirme l'institution financière. « L'exercice de reprofilage de la dette de 2021 a permis de réduire

les charges d'intérêts à une moyenne de 10,9 % des revenus », souligne Fitch, en dessous de la moyenne des pays notés « B » (12,7 %). De plus, les besoins de financement du Bénin devraient diminuer, passant de 8,5 % du PIB en 2023 à 6,1 % en 2026.

Cependant, l'instabilité régionale demeure un risque majeur. « Les tensions au nord du Bénin, exacerbées par les conflits au Sahel, pourraient compliquer la situation sécuritaire », avertit Fitch. A cela s'ajoutent des tensions politiques internes suite à l'adoption du nouveau code électoral, notamment à l'approche de l'élection présidentielle de 2026, qui pourraient affecter le climat des affaires.

Le Bénin semble néanmoins déterminé à poursuivre ses réformes économiques, dans ce sens. Sous l'égide d'un programme du FMI, le pays a déjà enregistré des « avancées notables » : en 2023, les crédits au secteur privé ont progressé de 19,7 %, bien au-delà des prévisions initiales de 9 %. Une tendance qui, espère Fitch, devrait se maintenir si la trajectoire budgétaire reste intacte.

Emprise du périmètre de la « Route des pêches »

Les mises en garde du Ministre TONATO aux occupants illégaux

Le Ministre du Cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable, dans un communiqué, met en garde les occupants illégaux de l'emprise de la route des pêches. Selon le communiqué, il a été constaté que certains individus ont engagé des travaux immobiliers notamment la construction de bâtiments et autres aménagements dans l'emprise du périmètre déclaré d'utilité dans le cadre du projet de développement touristique entre les communes de Cotonou et de Ouidah, communément appelé « Route des pêches ». Lire le communiqué.



MINISTÈRE DU CADRE DE VIE
ET DES TRANSPORTS
EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

01 BP 3502 / 01 BP 3621 Cotonou
+229 21 31 29 12 / 21 31 50 58
mcv.t.infos@gouv.bj
www.cadredevie.gouv.bj

N° 1018/MCVT/SP-C

Cotonou, le 09 SEPT 2024

COMMUNIQUÉ

Le Ministre du Cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable communique :

Il m'a été donné de constater que certains individus ont engagé des travaux immobiliers notamment la construction de bâtiments et autres aménagements dans l'emprise du périmètre déclaré d'utilité publique dans le cadre du projet de développement touristique entre les communes de Cotonou et de Ouidah, communément appelé « Route des pêches ».

Par la présente, je viens rappeler à l'attention de tous, que selon les dispositions de l'article 222 de la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2017-15 du 10 août 2017, aucune opération de mise en valeur ne peut être entreprise ni réalisée dans un périmètre, sous déclaration d'utilité publique sans l'autorisation préalable et expresse de l'autorité expropriante. L'article 235 de la même loi exclut rigoureusement la prise en compte de tels investissements dans la définition du coût d'indemnisation.

En conséquence, les personnes qui, en violation des dispositions légales, posent de tels actes sont appelées à y mettre immédiatement fin. En tout état de cause, elles seront tenues seules responsables des déconvenues.



José TONATO
Ministre du Cadre de Vie et des Transports,
chargé du Développement Durable

Éliminatoires CAN 2025

Le Mali retrouve le chemin de la victoire, le Nigeria bute sur le Rwanda

Après quatre matches officiels sans victoire, le Mali a retrouvé le chemin du succès en s'imposant face à l'Eswatini (1-0) lors de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2025. Au même moment, le Nigeria calait devant le Rwanda (0-0). La nouvelle ère Tom Sainfiet, nommé sélectionneur du Mali il y a deux semaines, a déjà son symbole. Il s'appelle Yves Bissouma. Le milieu de ter-

rain de Tottenham (Angleterre), promu capitaine des Aigles, en l'absence de Hamari Traoré (blessé) a inscrit ce mardi 10 septembre le but de la victoire face à l'Eswatini (7e). Un succès que les Aigles attendaient, en match officiel, depuis la CAN 2024 et la victoire contre le Burkina Faso en huitièmes de finale. Il y a quatre jours déjà, Yves Bissouma avait ôté une belle épine du pied à son équipe en égalisant contre

le Mozambique à Bamako (1-1). Le joueur aux 37 sélections s'affirme de plus en plus comme un pilier de l'équipe nationale qui a été peu inquiétée par les joueurs d'Eswatini. Le Mali a globalement maîtrisé la rencontre avec près de 70% de possession de balles, mais n'a pu marquer plus d'un but malgré 20 tirs au but, dont 8 cadrés. Mais l'essentiel était bien sûr de renouer avec la victoire et de lancer

ces éliminatoires de la CAN 2025 après un nul à domicile. Les Aigles partagent la tête du groupe I avec le Mozambique victorieux de la Guinée-Bissau (2-1). Au Rwanda, le Nigeria n'a pas enchaîné une deuxième victoire, après son succès face au Bénin (3-0), il y a trois jours. Les Super eagles, avec un Victor Osimhen sur le banc au coup d'envoi, ont été contrariés par une bonne équipe rwandaise qui a confirmé le point ramené en Libye

(1-1) lors de la première journée. Même si Osimhen a fait sa rentrée dès le début de la seconde période (46e), les hommes d'Augustine Eguavoen n'ont pas su concrétiser leurs nombreuses occasions, malgré dix tirs cadrés. Du côté de l'Afrique du Sud, on a visiblement des problèmes de défense. Après avoir concédé deux buts face à l'Ouganda (2-2) lors de la première journée, les Bafa-

na Bafana ont été encore surpris par la modeste équipe du Soudan du Sud qui leur a mis deux buts à Juba. Heureusement, l'attaque se porte bien et grâce à un doublé d'Oswin Appollis (17e, 45+2) et, surtout, un but en fin de match de Thalente Mbatha (90+5), les hommes de Hugo Broos ont pris les trois points de la victoire (3-2).

20minutes



"Financer autrement l'agriculture!"

Siège : Cotonou, Zongo, Immeuble ESPACE ANTOU, 3ème rue à droite en quittant le carrefour Maromilitaire pour la BOA Agence Zongo
Tél (Appels et whatsapp) : 68687272 / Email : contact@fnda.bj / Site internet : www.fnda.bj